

COP24: les négociations climatiques jouent les prolongations

LeMonde.fr 15 décembre 2018 **Audrey Garric** (Katowice (Pologne), envoyée spéciale)
https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/15/cop24-les-negociations-climatiques-en-proie-aux-division_5398012_1652612.html

Elle fut le visage de la COP24. La jeune Greta Thunberg, **qui mène une « grève scolaire » pour le climat tous les vendredis**, a réussi à porter son message de son école suédoise jusque dans les assemblées de la 24^e conférence mondiale sur le climat, qui se tient à Katowice, la capitale polonaise du charbon. Vendredi 14 décembre, lors du dernier jour officiel de cette grand-messe, une trentaine d'élèves de la ville minière l'ont rejointe pour réclamer aux dirigeants des actions contre le changement climatique.

Si les attentes sont si fortes, c'est que l'enjeu de cette conférence, la plus importante depuis la COP21, est élevé. Les 196 pays doivent donner vie à l'accord de Paris, conclu en 2015, qui vise à limiter le réchauffement à 2 °C, voire 1,5 °C, par rapport au niveau préindustriel. Et surtout, à s'engager à augmenter leurs efforts, pour l'instant insuffisants.

Mais face à l'ampleur de la tâche, les négociateurs ont pris du retard, dépassés par des discussions techniques et des divisions tenaces. Samedi matin, les délégués ministériels, réunis en séance plénière, n'étaient pas encore parvenus à trancher les ultimes désaccords sur le dernier projet de décision soumis par le président des débats, le secrétaire d'Etat polonais à l'environnement Michal Kurtyka.

Présidence polonaise « faible »

« Tous les pays doivent s'engager avec sérieux et honnêteté pour démontrer que le système multilatéral fonctionne, affirme Laurence Tubiana, l'ancienne ambassadrice de la France pour le climat. Si cet accord, avec ses forces et ses faiblesses, résiste au contexte politique, ce sera une bonne chose. » De fait, la COP a pâti d'un manque de leadership, avec une Union européenne divisée, des Etats-Unis qui ont annoncé leur retrait de l'accord de Paris, ou encore un Brésil dont le président élu est un climatosceptique revendiqué. Et surtout d'une présidence polonaise qualifiée de « faible » par les observateurs, qui n'a pas suffisamment joué son rôle de chef d'orchestre. *« Par-dessus tout, il y a des problèmes politiques et sociaux qui se répercutent ici, comme le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine »,* juge le ministre de l'environnement du Costa Rica, Carlos Manuel Rodriguez.

Parmi les points épineux qui restent encore à régler, figurent les règles de transparence, la clé de voûte de tout l'édifice

Les débats se sont éternisés sur le premier objectif de la COP24 : le guide d'application de l'accord de Paris (le *rulebook*, dans le jargon des négociations), c'est-à-dire toutes les règles qui permettront de le rendre opérationnel. Parmi les points épineux qui restent encore à régler, figurent les règles de transparence, la clé de voûte de tout l'édifice, puisque ce sont elles qui doivent permettre d'indiquer de quelle manière les pays rendent compte des progrès accomplis et donc appliquent leurs promesses. *« C'est essentiel pour établir de la confiance entre les Etats et favoriser la hausse des efforts collectifs »,* assure Laurence Tubiana. Les Etats-Unis, et d'autres pays riches, poussent pour des règles de suivi identiques pour tous, tandis que les pays en développement plaident en faveur d'une plus grande flexibilité, arguant qu'ils disposent de moins de moyens techniques et financiers.

« Effets pervers »

Le fonctionnement des mécanismes de marché donne également du fil à retordre aux négociateurs, qui s'interrogent sur comment comptabiliser ces échanges d'émissions de CO₂, qui permettent aux pays les moins pollués de revendre des quotas à ceux qui émettent plus. Autre point de crispation : le peu de considération accordé aux « pertes et préjudices », c'est-à-dire aux dommages irréversibles causés par les dérèglements du climat (ouragans, inondations, etc.). Une ligne rouge pour les pays les plus vulnérables, qui cherchent à être aidés pour en assumer les coûts. Enfin, le respect des droits humains a disparu du texte, alors qu'il faisait partie de l'accord de Paris. *« Pourtant, l'action climatique peut avoir des effets pervers,*

comme lorsque la construction de barrages hydrauliques déplace des populations », explique Anne-Laure Sablé, chargée de plaider pour le CCFD-Terre solidaire.

S'il est nécessaire, ce mode d'emploi de l'accord de Paris est loin d'être suffisant. Les engagements pris par les Etats lors de la COP21 de Paris, à supposer qu'ils soient intégralement tenus, mettent en effet la planète sur une trajectoire de réchauffement de 3,2 °C d'ici à la fin du siècle. Or, [selon un rapport historique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#), l'envolée des températures ne devrait pas dépasser 1,5 °C sous peine de bouleversements sans précédent. C'est pourquoi le projet de décision de la COP aborde un autre enjeu crucial : celui de l'ambition. Comment pousser les Etats à accroître leurs efforts d'ici à 2020, comme les y enjoint l'accord de Paris ?

« Les références à l'ambition sont pour l'instant trop diffuses, de même que celles au rapport du GIEC », prévient Pierre Cannet, responsable du programme climat et énergie au Fonds mondial pour la nature (WWF) France. Cette mention est pourtant indispensable pour de nombreux pays, notamment les plus vulnérables, pour lesquels la limite de 1,5 °C, loin de se résumer à un chiffre, est une question de survie. En milieu de COP, quatre nations pétrolières – l'Arabie saoudite, le Koweït, la Russie et les Etats-Unis – avaient tenté de minorer l'importance de l'étude du GIEC, une façon d'ignorer l'urgence à agir.

« Coalition de la haute ambition »

En réaction, les alliances de pays progressistes se sont multipliées depuis jeudi pour tenter de relancer l'effort collectif. Près de quatre-vingt-dix Etats des petites îles et des pays les moins avancés, représentant 920 millions de personnes, se sont réunis pour demander une « *action forte* » au président de la COP. En parallèle, plus de soixante-dix Etats (douze pays européens, des Etats insulaires, le Canada, la Nouvelle-Zélande ou encore le Costa Rica), ainsi que le commissaire européen au climat et à l'énergie, regroupés en une « *coalition de la haute ambition* », ont publié un appel dans lequel ils se disent « *déterminés à augmenter l'ambition d'ici à 2020* ».

Ce vent d'espoir est pourtant encore trop léger pour emporter l'ensemble de la communauté internationale. Pour l'instant, une cinquantaine d'Etats ont annoncé de manière ferme qu'ils allaient publier de nouveaux engagements d'ici à 2020, mais seules les îles Marshall les ont d'ores et déjà mis sur la table. « *Les émissions de CO₂ continuent à augmenter, augmenter, augmenter. Et tout ce que nous semblons faire, c'est parler, parler, parler* », a déploré l'ancien président des Maldives, Mohamed Nasheed.

Lire aussi Climat: la COP25 se tiendra au Chili en novembre 2019

Reste la question des financements, le nerf de la guerre des négociations. Les pays du Nord sont sur la voie de respecter leur promesse de transférer 100 milliards de dollars (88 milliards d'euros) par an aux pays du Sud d'ici à 2020, pour leur permettre de s'adapter au réchauffement et d'accélérer leurs efforts dans la réduction de leurs émissions polluantes. Nombre de nations développées ont également promis de renflouer les différents mécanismes financiers, tels que le Fonds vert ou le Fonds d'adaptation.

« C'est bien moins que ce dont ont besoin les pays en développement », regrette Issa Abdul Fazal, le coordinateur du Forum pour le changement climatique en Tanzanie. L'absence de promesses pour la suite, après 2025, inquiète également les pays du Sud. Le chemin est encore long, pour les négociateurs, jusqu'au grand sommet sur le climat voulu par le secrétaire général de l'ONU en septembre 2019, puis la COP25, qui se tiendra au Chili en novembre de la même année. Pour que les paroles se transforment en actes.